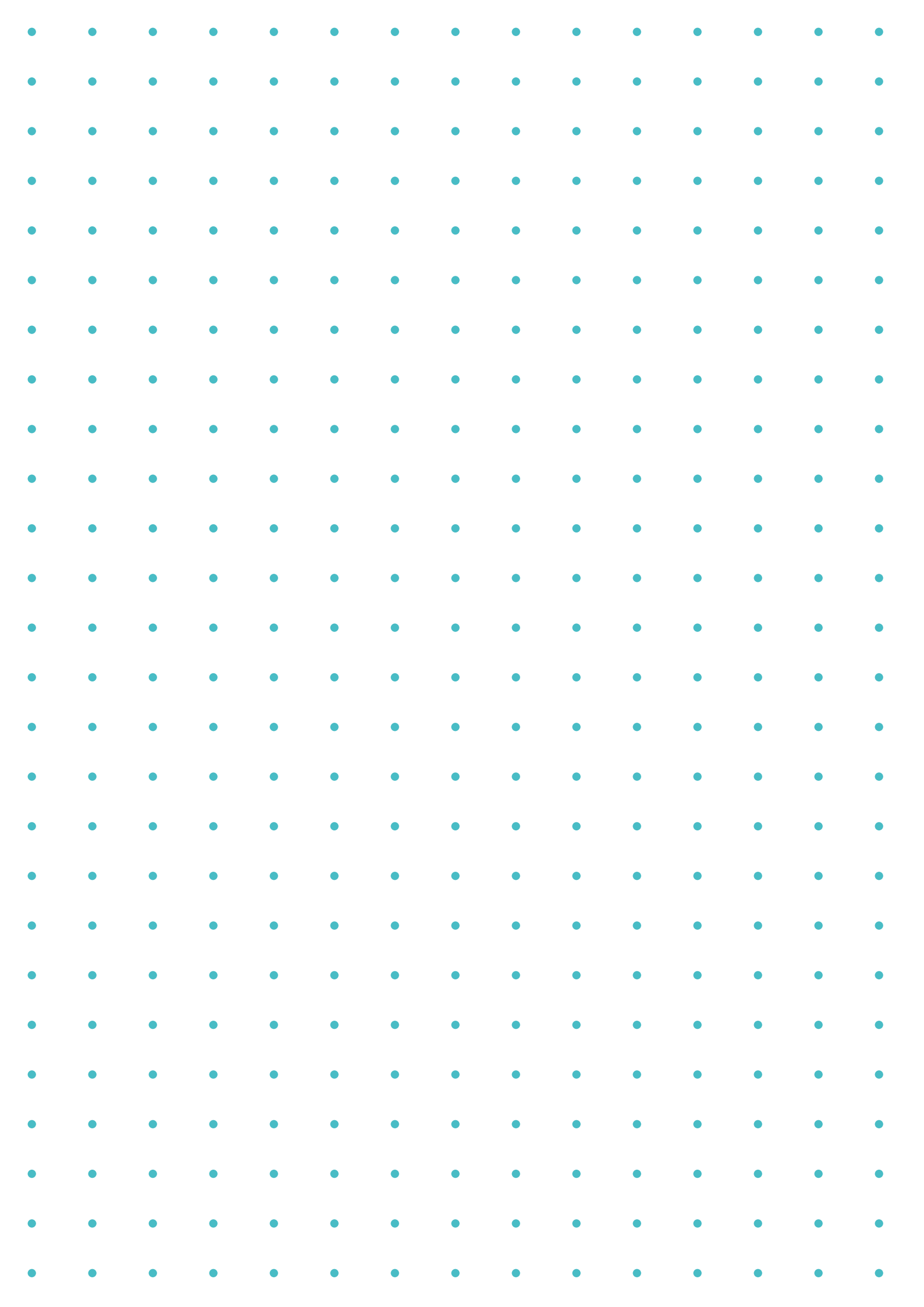




REFONTE DE LA LRDBHD

# SYNTHÈSE INTERMÉDIAIRE DES ENSEIGNEMENTS ISSUS DU PROCESSUS PARTICIPATIF



# SOMMAIRE

SOMMAIRE .....	1
ÉDITOS .....	2
INTRODUCTION .....	4
MÉTHODOLOGIE .....	5

## BILAN

DES PERCEPTIONS ET ATTENTES QUI CONVERGENT .....	8
UNE LOI AU CŒUR D'UN CADRE LÉGISLATIF DENSE .....	10
UNE LOI AU SERVICE D'INTÉRÊTS MULTIPLES .....	11
UNE LOI VÉCUE À TRAVERS SON APPLICATION .....	12
UNE LOI DONT LES EFFETS DÉPASSENT LE SEUL CADRE JURIDIQUE .....	13

## BESOINS

AUTORISATIONS & PROCÉDURES .....	16
COORDINATION & GOUVERNANCE .....	18
CADRE LÉGAL & RÉGLEMENTAIRE .....	20
COMPÉTENCES – EXAMENS & FORMATION .....	22
SANCTIONS & CONTRÔLES .....	24
COHABITATION .....	26
NOUVEAUX MODÈLES & CONCEPTS HYBRIDES .....	28

PLUS D'INFOS :  
[refontelrdbhd.ge.ch](http://refontelrdbhd.ge.ch)



## PROCHAINE ÉTAPE

30

## ÉDITOS

UN TRAIT D'UNION ENTRE DYNAMISME ÉCONOMIQUE  
ET VITALITÉ DU QUOTIDIEN GENEVOIS

Engager cette refonte est un exercice ambitieux mais il est aujourd'hui incontournable. La loi sur la restauration, le débit de boisson, l'hébergement et le divertissement (LRDBHD) constitue l'un des leviers de la vie sociale genevoise et de l'attractivité de notre canton. Elle façonne le dynamisme de nos quartiers, soutient notre économie locale et contribue à l'image que Genève projette à l'extérieur. Or un constat s'impose : celles et ceux qui appliquent cette loi au quotidien s'accordent à dire que le cadre actuel n'est plus adapté. Il ne permet plus d'assurer leurs missions dans des conditions satisfaisantes ni de répondre aux attentes d'une société qui a évolué. Il appartient désormais aux autorités de proposer un cadre renouvelé, cohérent et porteur d'avenir.

Une refonte complète de la loi s'est ainsi imposée à moi dès mon élection au Conseil d'Etat. Pour qu'elle réponde aux besoins des personnes qui sont quotidiennement exposées aux effets de l'application de la

LRDBHD, j'ai voulu que cette refonte se construise autour d'un dialogue entre l'ensemble des parties concernées. Je remercie toutes celles et ceux qui se sont impliqués dans cette démarche inédite.

Je suis convaincue que c'est au travers d'une étroite collaboration entre le secteur public et le secteur privé que doit se construire le projet de loi qui sera soumis au Grand Conseil. Une adhésion du plus grand nombre est nécessaire pour parvenir à trouver ce précieux équilibre.

Le projet de loi qui sera rédigé a pour objectif de simplifier les processus, de gagner en lisibilité et en clarté pour que son application ne soit plus un carcan pour les acteurs. Cette refonte ambitionne d'alléger les contraintes administratives et de favoriser l'émergence de nouveaux concepts.

La future LRDBHD, qui devra trouver des équilibres subtils, permettra d'assurer le dynamisme du secteur et la vitalité de notre canton.

**DELPHINE BACHMANN**

Conseillère d'Etat  
Département de l'économie, de l'emploi et de l'énergie





## CONSTRUIRE UN CADRE LÉGAL PLUS SIMPLE ET PLUS EFFICACE

La loi sur la restauration, le débit de boissons, l'hôtellerie et le divertissement (LRDBHD) est entrée en vigueur il y a 10 ans, le 1<sup>er</sup> janvier 2016. Depuis cette date, le monde de la restauration, de l'hôtellerie et du divertissement a vécu des transformations importantes : de nouveaux modèles économiques ont vu le jour, les habitudes des clients et clientes ont changé, les besoins sociaux et culturels ont évolué. L'expérience acquise au fil des années dans l'application de cette loi démontre qu'il s'agit d'un dispositif légal particulièrement lourd et complexe, regroupant des intérêts multiples et parfois divergents.

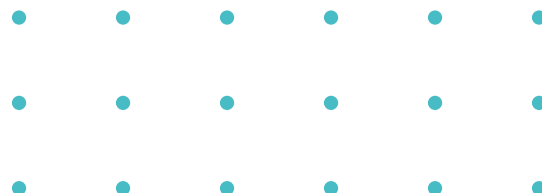
A ce jour, nous avons conduit douze ateliers ainsi qu'une quarantaine d'entretiens avec les parties prenantes directement concernées, ainsi qu'avec d'autres acteurs et actrices impactés par la LRDBHD. Cette première étape visait à comprendre finement les effets concrets du dispositif actuel et à recueillir les

besoins exprimés par chacun et chacune. Ce partage d'expériences nous a permis de construire une compréhension commune des enjeux. Le présent document a pour objectif de partager ces apprentissages. Ils sont, par définition, encore partiels et évolueront encore tout au long du processus engagé.

Nous avons fait le choix d'une démarche d'intelligence collective, convaincus que c'est ensemble que nous pourrions bâtir un cadre législatif à la fois plus simple, plus lisible et plus efficace. Je tiens à exprimer ma profonde gratitude à toutes les personnes, organisations et autorités qui se sont engagées dans ce processus. Leur disponibilité, la transparence des échanges et la qualité du dialogue ont été déterminantes. Sans cette participation active et sincère, le document que nous présentons aujourd'hui n'aurait tout simplement pas vu le jour.

**CHRISTINA STOLL**

Directrice générale  
Office cantonal de l'inspection et des relations du travail



# INTRODUCTION

## UNE LOI À ADAPTER AUX RÉALITÉS ACTUELLES

La loi sur la restauration, le débit de boisson, l'hébergement et le divertissement (LRDBHD) encadre les activités d'un secteur économique essentiel à la prospérité du canton comme à sa qualité de vie. Le périmètre qu'elle couvre est vaste. De fait, la LRDBHD touche autant les entreprises, l'administration, les clients des cafés-restaurants, hôtels et discothèques genevois, que les riverains voisins de ces activités.

Révisée pour la dernière fois en 2016, la LRDBHD montre aujourd'hui ses limites. En effet, les actuelles procédures d'autorisations d'exercer sont trop lourdes et complexes. Elles créent ainsi une surcharge administrative et brident l'émergence de nouvelles idées et modèles d'affaires créatifs. De plus, certains articles de loi ne sont pas assez précis ou difficiles à comprendre, ce qui complexifie leur mise en application, tant pour les administrés que pour l'administration.

**FORT DE CES CONSTATS,  
LE DEE A DÉCIDÉ  
D'ENTREPRENDRE  
UNE REFONTE COMPLÈTE  
DE LA LOI.**

# MÉTHODOLOGIE

## UNE DÉMARCHE COLLECTIVE POUR ÉLABORER UN PROJET DE LOI UTILE À TOUS

Pour s'assurer que le futur projet de loi réponde aux besoins de celles et ceux qui pratiquent la LRDBHD au quotidien, la conseillère d'Etat chargée du département de l'économie, de l'emploi et de l'énergie a dès le départ souhaité que le processus de refonte du texte puisse se faire de manière collective. Les parties prenantes identifiées – à savoir les autorités cantonales, les communes, les milieux économiques et touristiques, les milieux sportifs et culturels, les organisations de protection des salariés ainsi que les plaignants riverains – ont été associées aux travaux d'élaboration du projet de loi, conduits par l'office cantonal de l'inspection et des relations du travail (OCIRT).

En avril 2025, lors d'une première série d'**ateliers**, les parties prenantes ont été réunies séparément par typologie d'acteurs afin de partager leurs constats et expériences sur l'application de la loi actuelle. Ces échanges ont été suivis, durant l'été, par une **phase d'identification des besoins de chacun**.

Cette *Synthèse intermédiaire* présente les constats et attentes exprimés, qu'ils soient partagés par tous ou seulement par une partie des acteurs impliqués. Elle constitue surtout un socle commun qui permettra aux parties prenantes d'entamer la prochaine étape du projet de refonte de la LRDBHD.

CETTE PHASE EXPLORERA  
LES PISTES QUI  
PERMETTRONT DE FAIRE  
ÉVOLUER LA LOI POUR  
LA RENDRE  
PLUS CLAIRE,  
PLUS SIMPLE ET  
PLUS COHÉRENTE  
AVEC LES RÉALITÉS  
DU TERRAIN.

# BILAN



## LA LRDBHD ACTUELLE : UN CADRE NÉCESSAIRE MAIS INADAPTÉ

De manière générale, les parties prenantes s'accordent pour reconnaître l'importance de pouvoir s'appuyer sur une base légale qui exprime ce qui peut ou non être entrepris. Ils pointent en revanche le manque de clarté du texte actuel. Cette section présente les principaux enseignements issus des deux premières phases du processus de refonte de la LRDBHD.

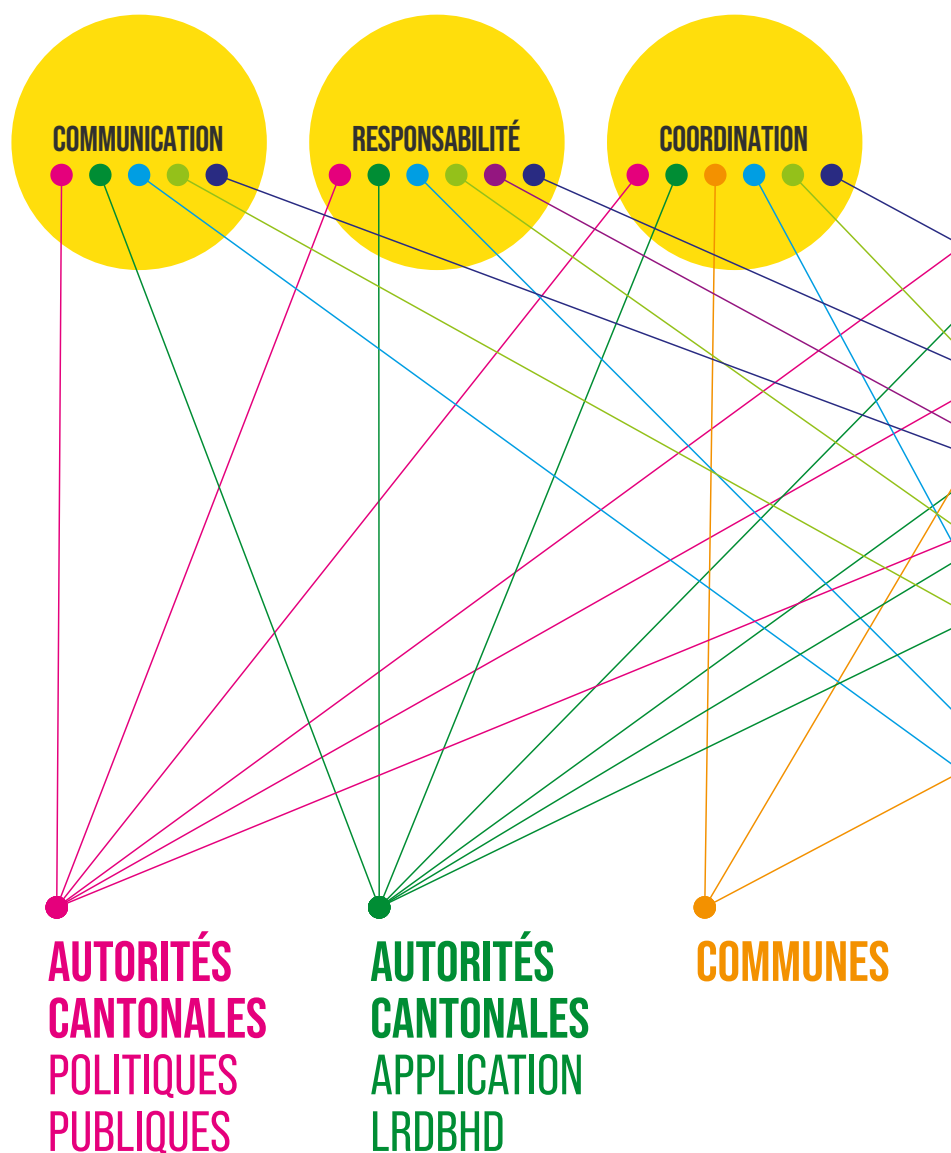
# DES PERCEPTIONS ET ATTENTES QUI CONVERGENT

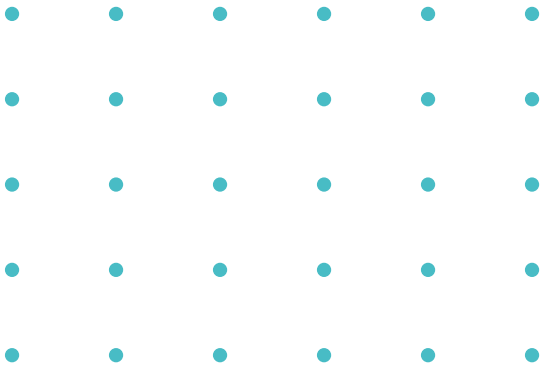
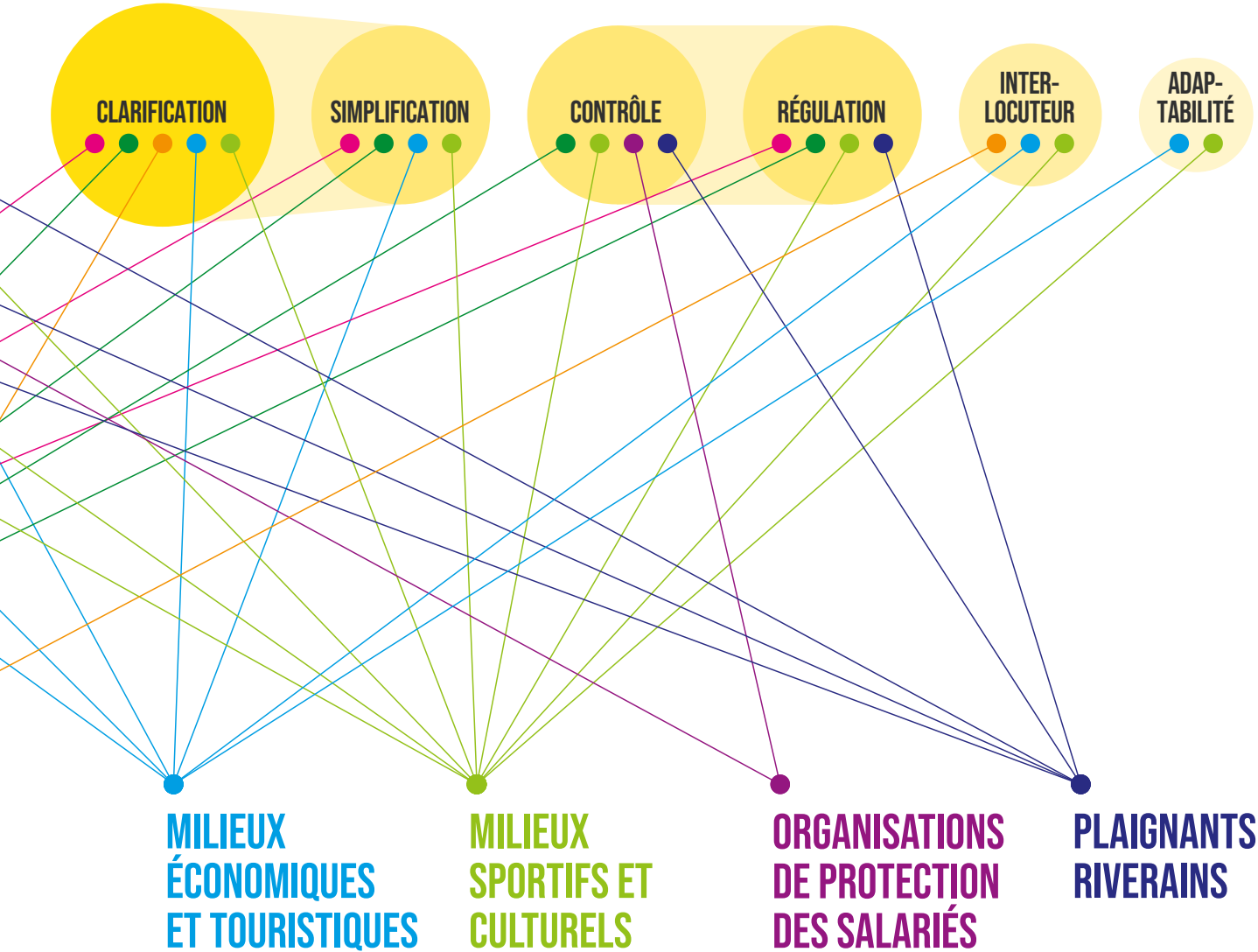
Si chaque partie prenante entretient un rapport à la LRDBHD qui lui est propre, les ateliers ont permis d'identifier de nombreux constats partagés par une large majorité d'entre elles.

Améliorer l'information et la communication en lien avec la loi, mieux définir les rôles de chacun, alléger les démarches administratives : malgré des profils divers, les acteurs expriment un même besoin de **clarté, de simplification et de cohérence** dans la mise en œuvre de la LRDBHD.

Ces attentes rejoignent directement les **objectifs définis par le DEE** : simplifier la loi, rendre les processus plus lisibles et renforcer la cohérence entre les acteurs économiques et institutionnels.

**Ce schéma illustre cette convergence** : Chaque cercle représente un mot fréquemment cité par les participantes et participants. La **taille des cercles** indique le **nombre de familles d'acteurs** ayant mentionné le mot, tandis que la **couleur** traduit sa **récurrence** au sein des échanges. Les liens entre les cercles illustrent les relations entre notions proches : par exemple, **clarification** et **simplification**. Au-delà des profils, les acteurs expriment un même besoin **de clarté, de simplification et de cohérence** dans la mise en œuvre de la LRDBHD.





# UNE LOI AU CŒUR D'UN CADRE LÉGISLATIF DENSE

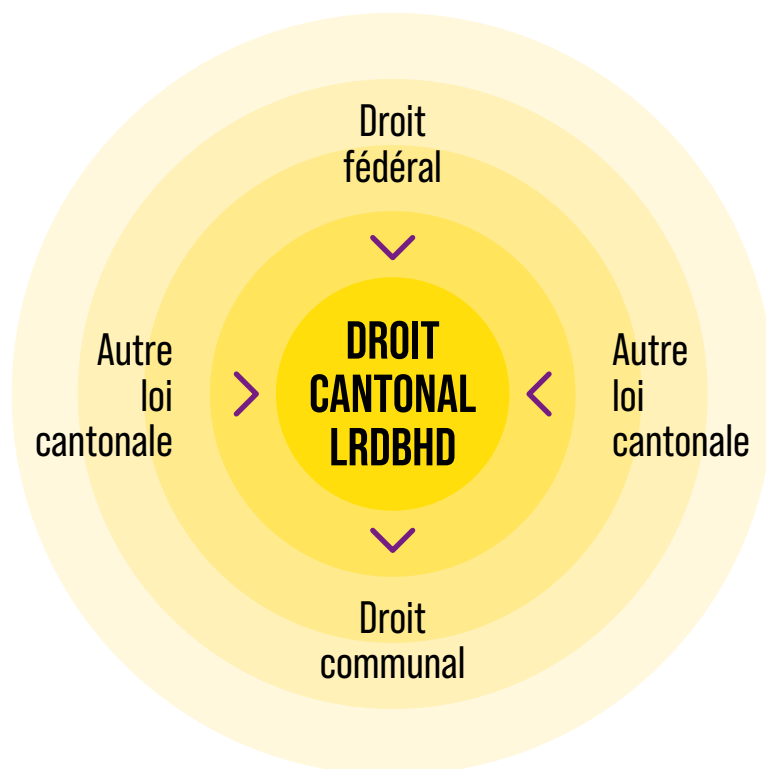
La LRDBHD se trouve au carrefour d'un maillage législatif particulièrement dense, où se croisent droit fédéral, normes cantonales et compétences communales, dont la cohabitation n'est pas toujours naturelle. Si ce contexte favorise la création de liens et d'échanges entre certains acteurs, il peut parfois générer de l'ambiguïté, voire de la frustration.

Le périmètre d'application de la loi est régulièrement cité comme obscur. En effet, souvent il est attendu que la LRDBHD soit actionnée là où en réalité d'autres textes s'appliquent. A l'inverse, on lui prête des contraintes qui relèvent pourtant d'autres procédures. Les chevauchements avec d'autres législations peuvent générer des frictions voire des contradictions.

De manière générale, la LRDBHD est perçue comme étant particulièrement complexe. Cette dimension peut avoir une influence négative sur les activités des exploitants comme sur celles des administrations, qui va jusqu'au découragement.

Le schéma illustre cette réalité : une loi au centre d'un réseau de règles imbriquées, où la clarté du périmètre et la bonne articulation des compétences deviennent essentielles à la lisibilité du dispositif.

## UNE LOI QUI S'INSCRIT DANS UN TISSU LÉGISLATIF À PLUSIEURS ÉCHELLES : LIMITES ET CONNEXIONS



# UNE LOI AU SERVICE D'INTÉRÊTS MULTIPLES

Bien qu'elle soit portée par le Département de l'économie, de l'emploi et de l'énergie, la LRDBHD ne poursuit pas seulement des objectifs économiques. Elle vise à protéger des intérêts publics variés tels que la santé, la sécurité, la tranquillité publique, les conditions de travail et la protection des mineurs.

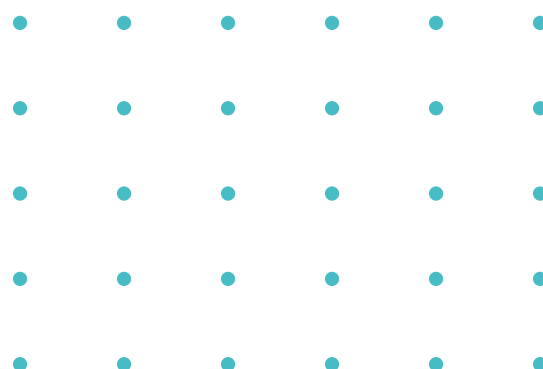
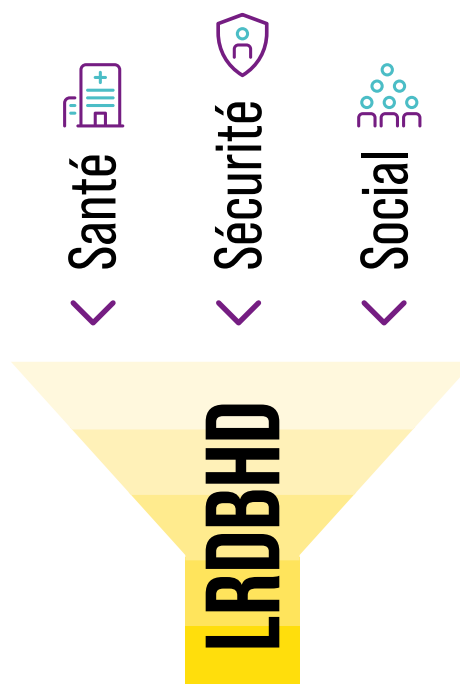
Cette diversité s'explique par la nature des activités qu'elle encadre — restauration, hébergement, divertissement — qui couvrent des domaines variés. La loi se situe ainsi à la croisée de plusieurs politiques publiques, qui ne poursuivent pas toujours des objectifs convergents.

Ce positionnement explique que la LRDBHD soit parfois perçue comme un outil de régulation générale, couvrant un périmètre qui irait bien au-delà de son champ initial. Elle est également vécue comme restreignant la liberté économique au nom d'autres intérêts publics.

Par ailleurs, pour les acteurs externes, l'État étant généralement perçu comme une entité unique et indivisible, il est souvent difficile pour eux de distinguer et même d'identifier les compétences de chaque service.

**Ce schéma illustre cette fonction de convergence** : une loi qui canalise plusieurs politiques publiques.

UN DISPOSITIF QUI RESTREINT LA LIBERTÉ  
ÉCONOMIQUE AU NOM DE DIVERS INTÉRÊTS PUBLICS



# UNE LOI VÉCUE À TRAVERS SON APPLICATION

Pour les personnes concernées, l'expérience de la LRDBHD ne se limite pas au texte de loi et à son interprétation. Elle se vit surtout comme un cumul d'expériences administratives, constituées de formulaires, de contrôles, d'échanges avec l'administration, d'outils numériques à maîtriser et de délais de traitement difficilement prévisibles.

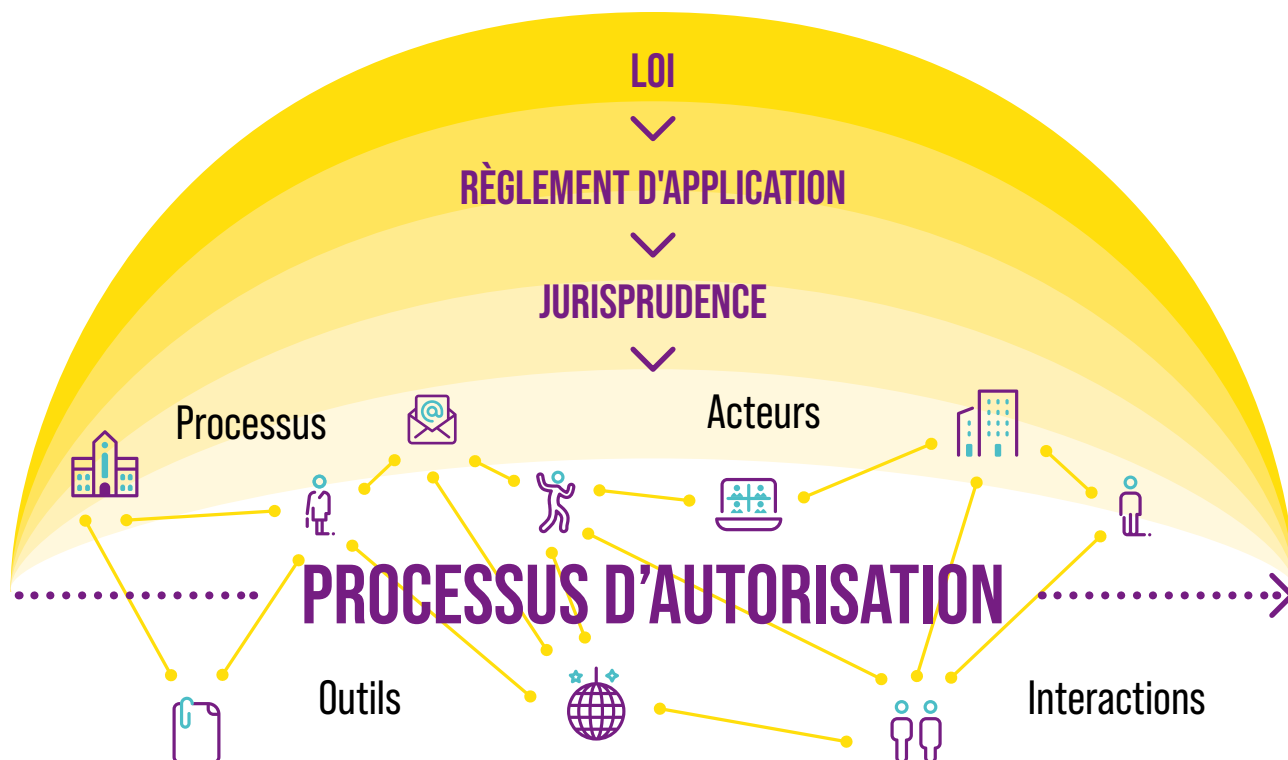
Beaucoup des difficultés perçues comme étant intrinsèquement liées à la loi proviennent en réalité davantage de l'organisation de l'administration ou des outils mis

en œuvre pour l'appliquer, que de son contenu juridique. Ce décalage crée souvent un biais : le texte de loi est tenu responsable de tout ce qui fonctionne mal.

Si la refonte vise à élaborer un texte plus clair et plus flexible, une partie des améliorations attendues devra passer par la simplification des pratiques et des interactions entre les différents utilisateurs de la loi.

**Ce schéma illustre cette idée :** la loi n'est qu'un élément d'un système plus large qui structure l'expérience des usagers.

L'EXPÉRIENCE DES PARTIES PRENANTES EST ORGANISÉE  
PAR UN SYSTÈME QUI DÉPASSE LE TEXTE DE LOI





# UNE LOI DONT LES EFFETS DÉPASSENT LE SEUL CADRE JURIDIQUE

La LRDBHD a une influence sur la vie du canton (tissu économique, activités associatives...) et de ses habitants. Par son champ d'application, elle peut encourager ou freiner certains projets, orienter les habitudes de consommation et parfois conduire à l'abandon d'activités devenues trop contraignantes.

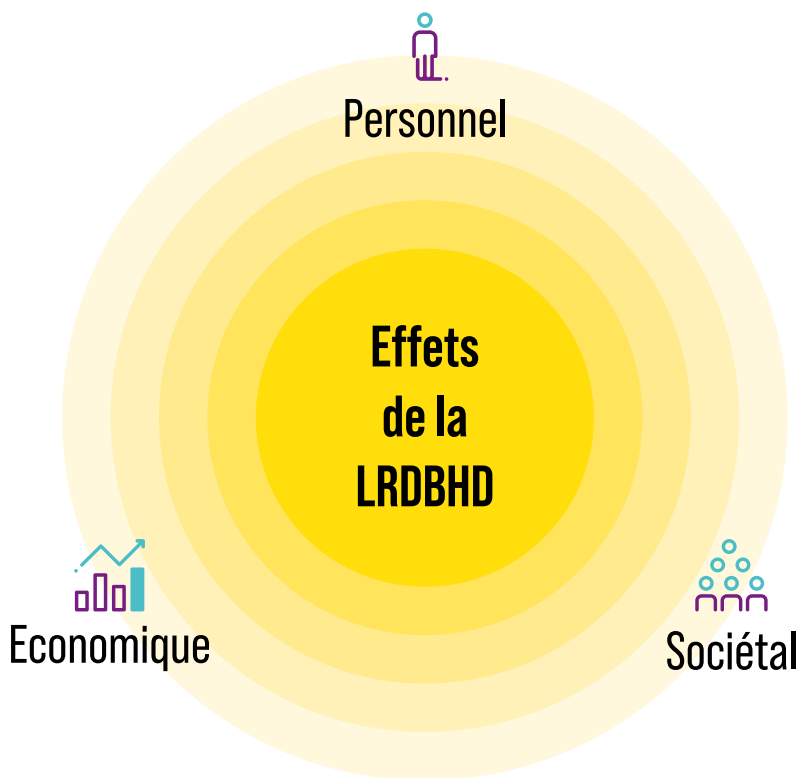
Ses effets peuvent également prendre une dimension qui tient de l'affect : pour un exploitant, ouvrir un établissement est souvent un projet de vie dont l'autorisation conditionne la réussite; pour les riverains, certaines décisions peuvent avoir un impact sur leur quotidien.

Les autorisations qui sont délivrées – décision d'ouverture ou de fermeture par exemple – ont une influence sur les activités économiques et associatives.

Elles ont également une incidence directe sur la qualité de vie perçue par les habitants et habitantes du canton, tant les activités liées à la LRDBHD participent à la dynamique du vivre-ensemble à Genève.

**Ce schéma illustre ces impacts multiples :** une loi qui façonne à la fois le tissu économique, sociétal et humain de Genève.

## UNE LOI AUX MULTIPLES IMPACTS DANS LE CANTON DE GENÈVE ET SUR SES ACTEURS



# BESOINS

## SEPT AXES DE TRAVAIL POUR RENDRE LA LRDBHD PLUS EFFICIENTE

Quels sont les points sur lesquels la LRDBHD doit évoluer ? Les réponses des parties prenantes à cette question ont permis d'identifier sept champs où la refonte de la loi est particulièrement attendue. Ce chapitre explicite ces sept thématiques et les écueils qui y sont liés.

Chaque thématique est détaillée sous la forme d'une arborescence :

- au centre, le nom de la thématique ;
- puis au bout de chaque bras gris, dans un premier cercle, un besoin ;
- ensuite, dans un second cercle, des besoins plus détaillés gravitent autour du besoin principal.

Ces données ont été récoltés lors d'exercices réalisés dans des ateliers et interviews individuelles.

# AUTORISATIONS & PROCÉDURES

Le thème des *Autorisations & Procédures* regroupe les principaux constats exprimés par les acteurs cantonaux et communaux, ainsi que par les milieux économiques, culturels et associatifs.

Les échanges ont fait émerger une attente largement partagée : rendre les démarches plus claires, proportionnées et prévisibles, tout en garantissant un cadre cohérent et équitable.

Les participants ont également souligné le besoin d'une meilleure compréhension des étapes administratives, d'une information accessible et d'une coordination fluide entre les différentes autorités concernées.

Ces constats traduisent la volonté commune de simplifier les interactions entre administration et exploitants, dans un esprit de transparence et d'efficacité.

## PRÉVOIR



## STATUER

### PRENDRE UNE DÉCISION OBJECTIVE ET ALIGNÉE AVEC LES INTÉRÊTS DE LA LOI

Obtenir  
des informations  
fiables  
rapidement

Être en mesure  
de justifier  
la décision

Améliorer  
le processus  
de préavis

## CONSTRUIRE SON DOSSIER

### DÉVELOPPER UN PROJET CONFORME ET VIABLE

Comprendre  
la situation  
et le projet  
de l'administré

Disposer  
de l'information  
assez tôt pour  
pouvoir adapter  
le concept

Avoir accès  
au bon interlocuteur  
au bon moment

Avoir  
connaissance  
des impacts  
de son projet

Disposer  
d'un accès centralisé  
à l'information

Comprendre  
le sens du langage  
administratif

# AUTORISATIONS & PROCÉDURES

### REEMPLIR ET DÉPOSER FACILEMENT LE BON FORMULAIRE

Disposer  
des pièces  
justificatives  
et signatures  
pour établir  
un dossier

Bénéficier  
d'un régime  
simplifié  
d'autorisation pour  
des événements de  
courte durée ou de  
petite taille

Comprendre  
les démarches  
et trouver  
le formulaire  
adéquat

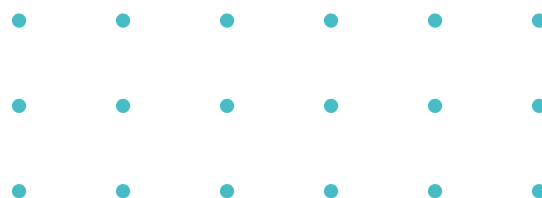
### MODIFIER OU RENOUVELER FACILEMENT UNE AUTORISATION

Alléger  
les processus  
de modification

Limiter  
les demandes  
répétées d'un même  
document  
à fournir

Pouvoir prévenir  
l'administration  
d'une modification

## OBTENIR UNE AUTORISATION

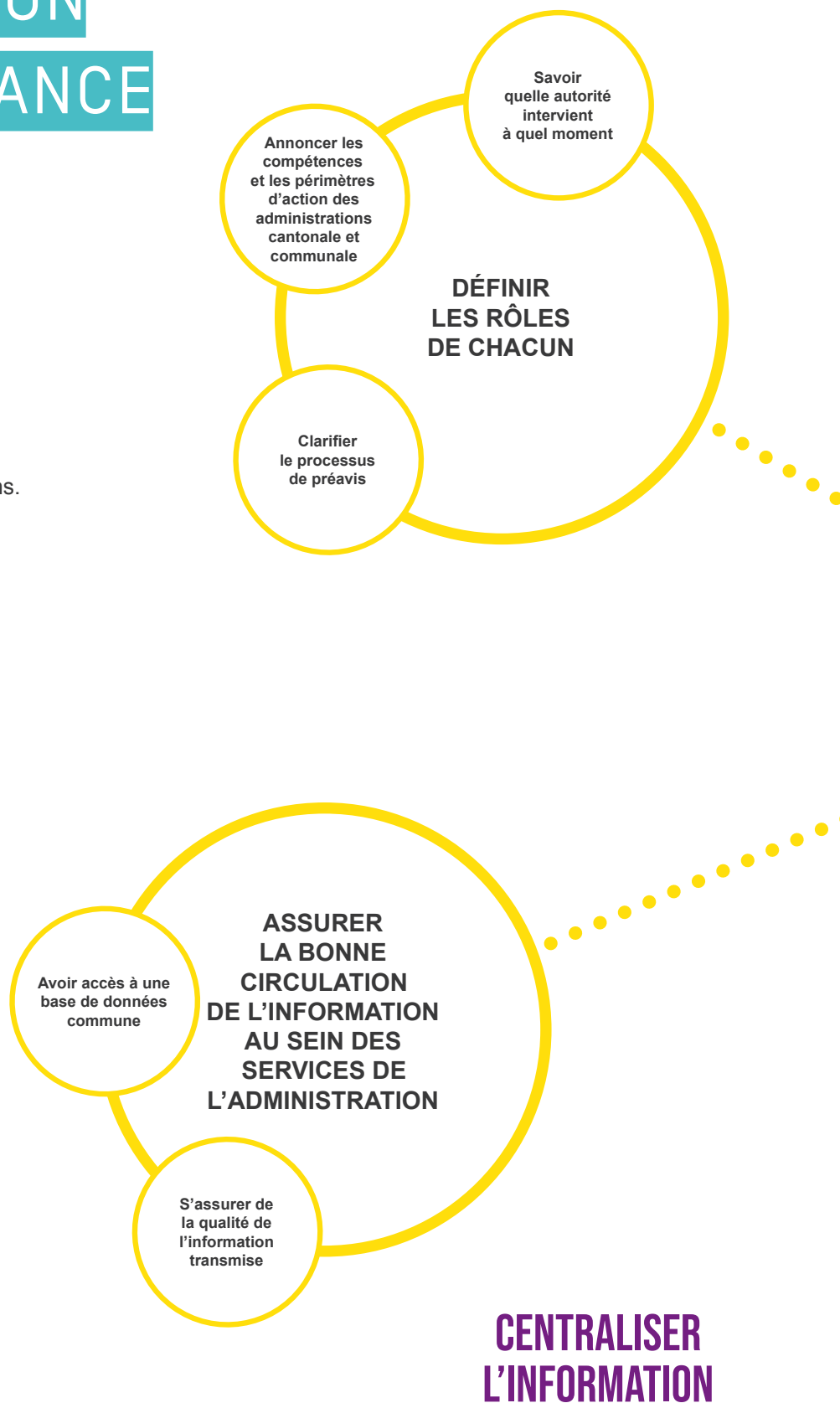


# COORDINATION & GOUVERNANCE

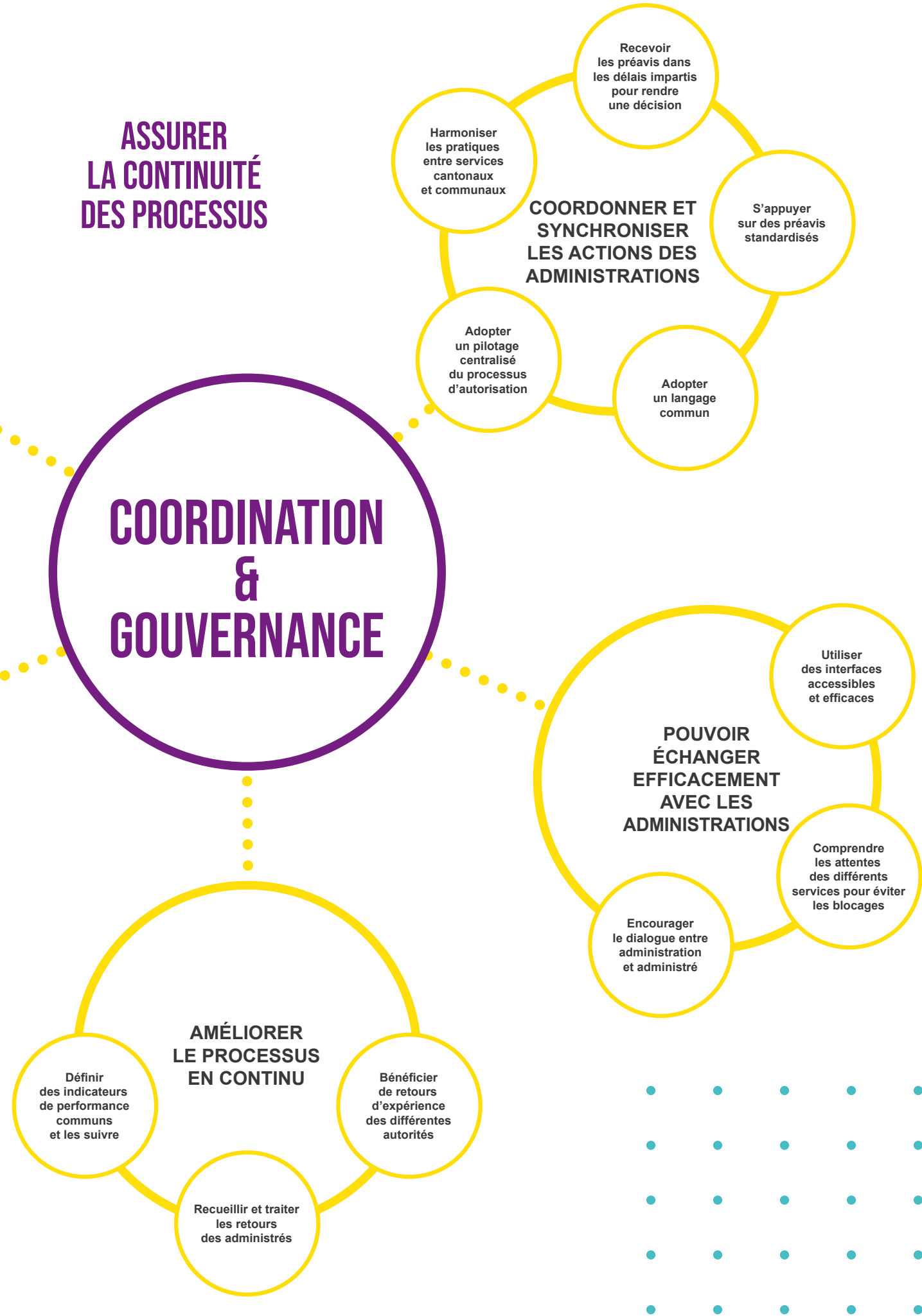
Le thème de la *Coordination et de la Gouvernance* met en évidence les attentes convergentes des acteurs cantonaux, communaux, économiques, culturels et associatifs concernant la clarté des rôles et la fluidité des échanges entre institutions.

Les contributions soulignent l'importance d'une meilleure circulation de l'information, d'une coordination continue entre les autorités et d'une compréhension partagée des responsabilités tout au long des processus administratifs.

Les discussions ont également fait ressortir le besoin d'outils et de pratiques facilitant la collaboration interinstitutionnelle, dans un souci d'efficacité et de transparence.







# CADRE LÉGAL & RÉGLEMENTAIRE

Les contributions exprimées autour du thème *Cadre légal & Réglementaire* sont essentielles pour constituer une compréhension commune du cadre de la LRDBHD.

Les échanges entre autorités cantonales et communales, milieux économiques, culturels et associatifs mettent en avant la recherche d'une **plus grande clarté dans les rôles et les responsabilités**.

Les participants ont souligné le besoin de repères légaux explicites pour faciliter la compréhension et l'application de la loi, ainsi que la coordination entre acteurs. Plusieurs interventions ont aussi insisté sur la nécessité d'**accompagner le changement** et d'assurer une répartition des compétences claires pour chaque acteur.

Prévoir une répartition claire des rôles entre propriétaire, exploitant et gérant

**ATTRIBUER  
LES OBLIGATIONS  
LÉGALES  
À UN RESPONSABLE  
DISPOSANT  
D'UN VÉRITABLE POUVOIR  
DÉCISIONNEL DANS  
L'ORGANISATION**

## IDENTIFIER LES RESPONSABILITÉS

Clarifier le suivi des préavis sous conditions

**POUVOIR  
IDENTIFIER  
FACILEMENT  
LES AUTORITÉS  
COMPÉTENTES  
À CHAQUE ÉTAPE  
DU PROCESSUS**

Clarifier les compétences en matière de sanctions

Garantir que les différentes autorités puissent faire valoir leur avis

**DONNER  
DES RÈGLES  
CLAIRES**

# CADRE LÉGAL & RÉGLEMENTAIRE

**ACCEPTER  
LE CHANGEMENT**

## POUVOIR LIRE ET INTERPRÉTER CORRECTEMENT LE CADRE LÉGAL

Comprendre  
la portée juridique  
des engagements  
pris

S'appuyer  
sur une bonne  
articulation entre  
les législations  
(droits cantonal  
et fédéral) et les  
politiques  
publiques

Disposer  
d'une articulation  
logique entre lois,  
règlements  
et directives

Employer un  
vocabulaire clair  
et cohérent afin de  
limiter les erreurs  
d'interprétation

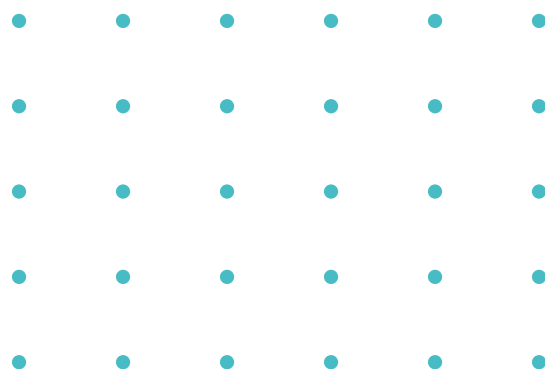
## COMPRENDRE LA LOI ET SES CONSÉQUENCES

### POUVOIR FAIRE ÉVOLUER LES TEXTES

Etre informé  
des évolutions  
réglementaires

S'entendre sur  
une vision commune  
de la loi

Rendre la loi  
plus flexible pour  
faciliter les nouveaux  
modèles

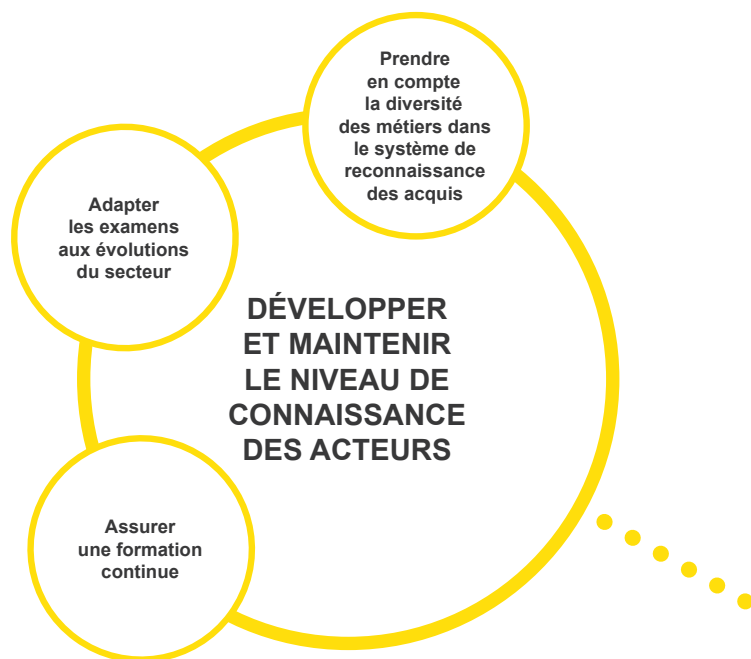


# COMPÉTENCES – EXAMENS & FORMATION

Le thème des *Compétences* met en évidence la diversité des attentes exprimées par les acteurs cantonaux, communaux, économiques, culturels et associatifs autour des examens et formations liés à la LRDBHD.

Les échanges ont souligné l'importance de **répondre à la fois aux besoins du secteur et aux exigences liées aux intérêts publics**, tout en assurant une compréhension claire des obligations pour les exploitants.

Un intérêt partagé se dégage pour **le développement des compétences professionnelles**, la valorisation de la formation continue et la reconnaissance des parcours existants.

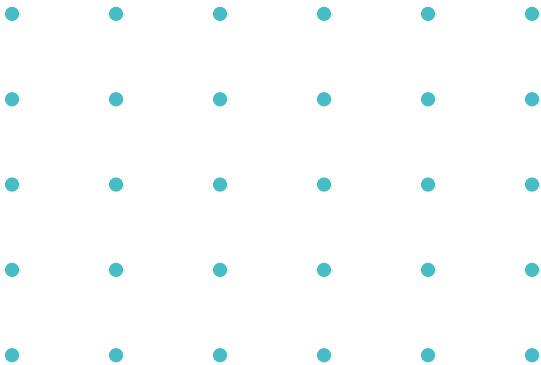


**RÉPONDRE  
AUX BESOINS DU SECTEUR**

**ASSURER  
UN NIVEAU  
DE COMPÉTENCES  
ADAPTÉ**



**RÉPONDRE  
AUX INTÉRÊTS PUBLICS**

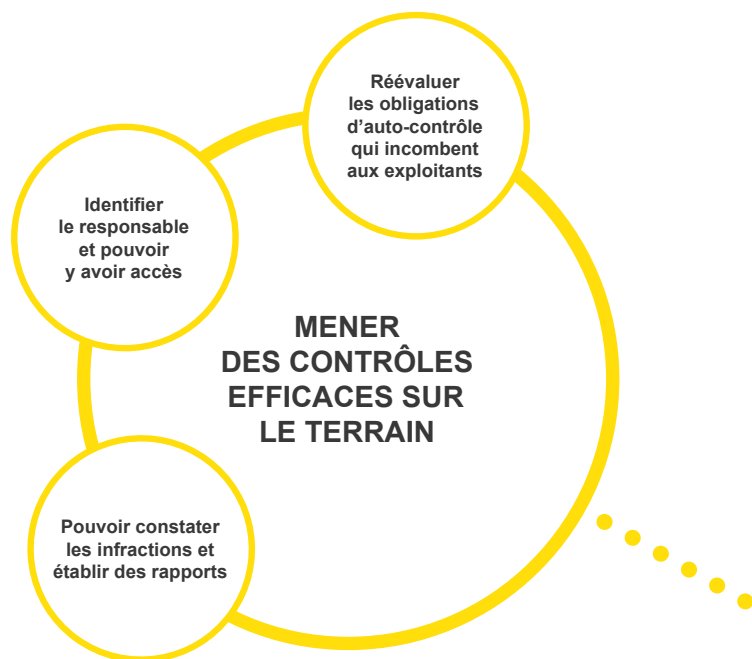


# SANCTIONS & CONTRÔLES

Les questions autour du thème *Sanctions & Contrôles* ont suscité une diversité de points de vue dans la perspective de refonte de la LRDBHD. Les contributions des autorités cantonales et communales, des milieux économiques, culturels et sportifs traduisent un souci partagé de cohérence et de transparence.

Les échanges ont mis en lumière plusieurs attentes : mieux comprendre le sens des décisions prises, renforcer la lisibilité des procédures et garantir un sentiment d'équité entre acteurs.

L'enjeu du maintien de l'ordre public, tout comme celui de la justification des décisions administratives, apparaît central pour consolider la confiance entre exploitants, institutions et population.



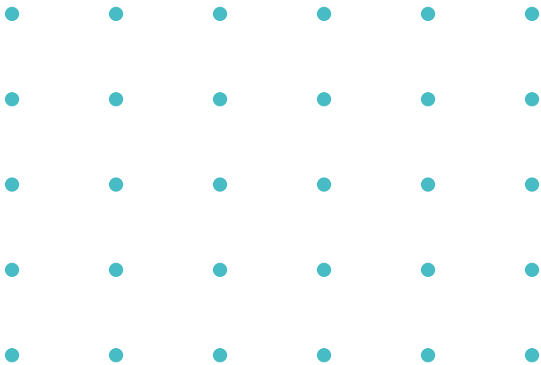
## PRÉVENIR LE SENTIMENT D'INJUSTICE



**MAINTENIR  
L'ORDRE PUBLIC  
ET PROTÉGER  
LES ACTEURS**



**JUSTIFIER  
LES DÉCISIONS**



## COHABITATION

Sur le thème de la *Cohabitation*, les parties prenantes — autorités cantonales et communales, milieux économiques, culturels et associatifs ainsi que les riverains — ont souligné la diversité des situations et des attentes en matière **de cadre de vie, de prévention et d'outils de régulation**.

Les discussions font apparaître un consensus sur la nécessité de **favoriser la compréhension mutuelle** entre acteurs économiques, institutions publiques et riverains, ainsi que sur l'importance **de la médiation et du dialogue**.



## PRIVILÉGIER LE DIALOGUE ET LA PRÉVENTION



## LIMITER LES NUISANCES



### ANTICIPER LES NUISANCES

Assurer  
une présence  
dissuasive de  
la police pour limiter  
les situations  
à risque

Limiter  
la création  
de périmètres  
à forte densité  
d'activités

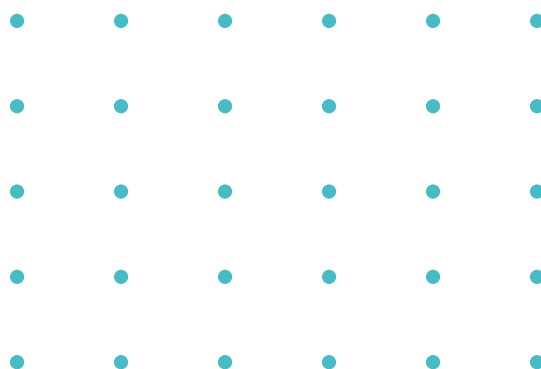
Informar  
les riverains  
en cas d'événements  
extraordinaires  
d'ampleur

## AGIR CONTRE LES ABUS

### DISPOSER D'ÉLÉMENTS OBJECTIFS POUR SANCTIONNER

Intervenir  
au moment  
opportun

Avoir accès  
facilement  
aux rapports  
de police

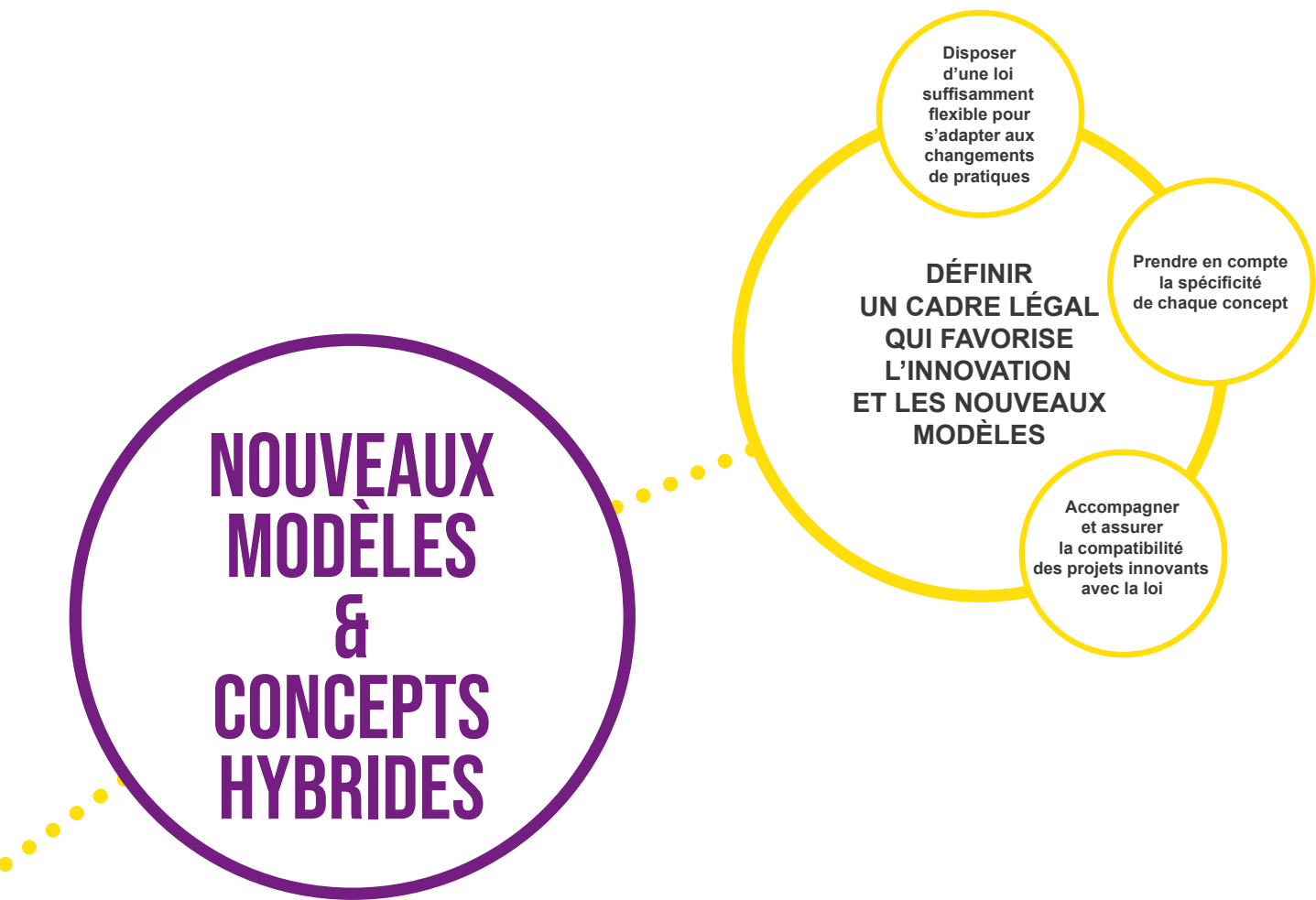


# NOUVEAUX MODÈLES & CONCEPTS HYBRIDES

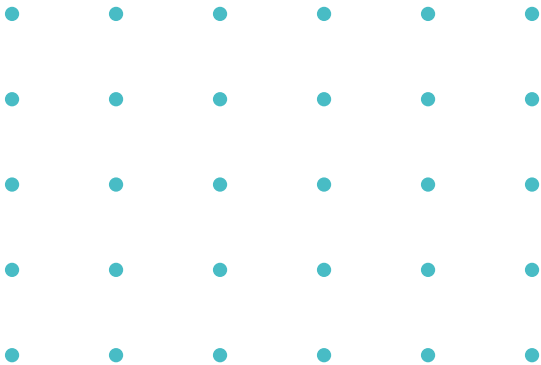
Ce visuel illustre les échanges autour des *Nouveaux Modèles & Concepts Hybrides* identifiés dans le cadre de la refonte de la LRDBHD. Les contributions des autorités cantonales et communales, des milieux économiques, culturels et sportifs traduisent une volonté commune : **accompagner l'évolution des pratiques tout en préservant l'équilibre entre liberté d'entreprendre et intérêt collectif.**

Les acteurs appellent à un cadre législatif capable de reconnaître la diversité des modèles émergents — tiers-lieux, restauration événementielle, offres culturelles mixtes — et d'offrir plus de clarté et de souplesse dans les autorisations.

COMPRENDRE  
LE CADRE LÉGAL  
DANS LEQUEL  
SE DÉVELOPPE  
SON PROJET  
INNOVANT



**ACCUEILLIR ET ACCOMPAGNER  
LE CHANGEMENT**



# PROCHAINE ÉTAPE

## DÉFINIR LES CONTOURS DU PROJET DE LOI

Sur la base de cette synthèse, les parties prenantes vont désormais être sollicitées pour poursuivre leurs travaux. La prochaine phase aura pour objectif de transcrire les enseignements présentés dans ce document en articles de loi. Cette phase, essentielle, sera l'occasion de tester différentes solutions et de vérifier la compatibilité de certaines orientations envisagées avec le droit en vigueur.

**PLUS D'INFOS :**  
[refontelrdbhd.ge.ch](http://refontelrdbhd.ge.ch)



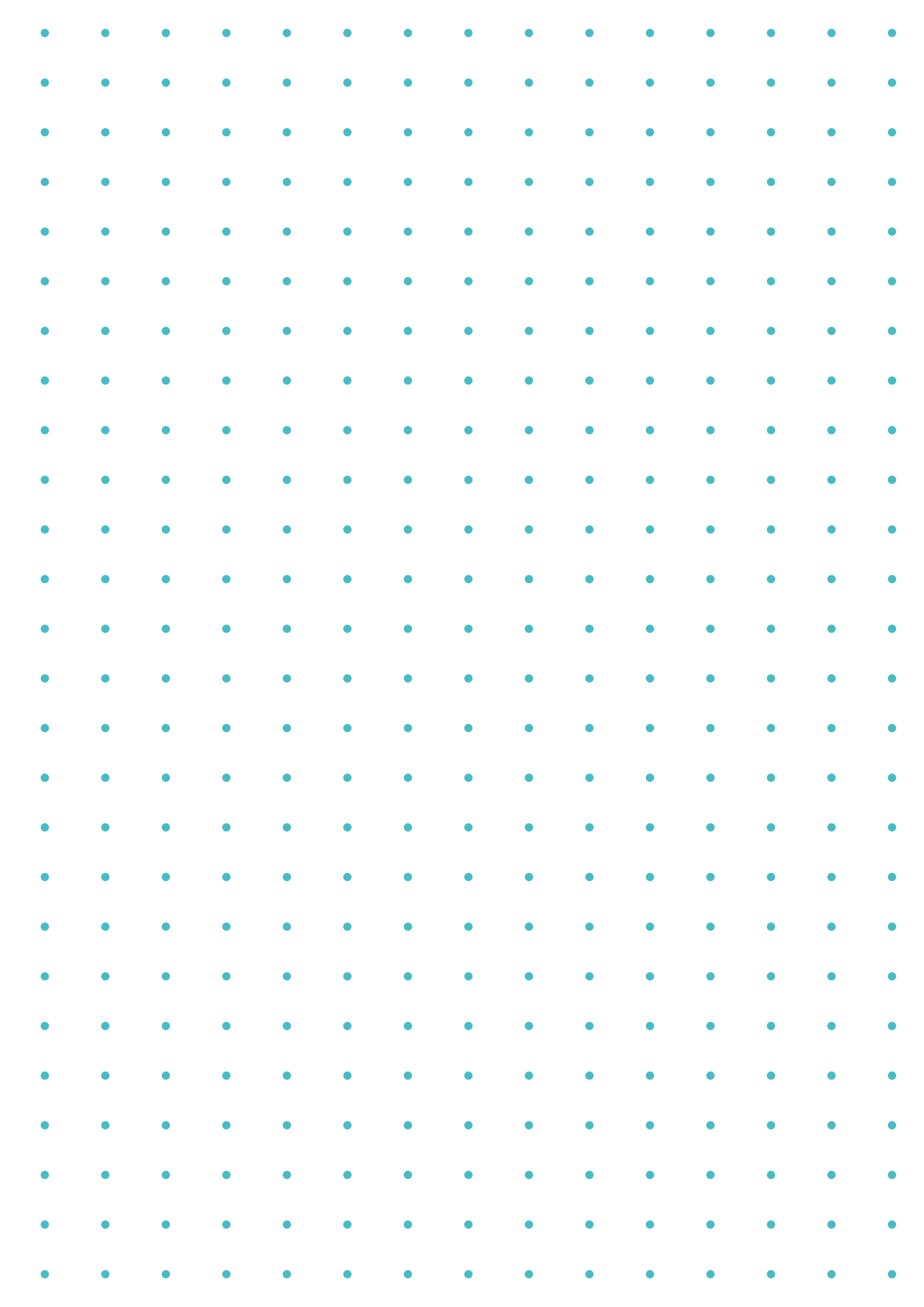
## IMPRESSUM

**Rédaction** Département de l'économie, de l'emploi  
et de l'énergie (DEE)

**Photo** couverture : © endrews21- stock.adobe.com,  
page 2: © Etat de Genève

**Conception et réalisation** S agence





PLUS D'INFOS:  
[refontelrdbhd.ge.ch](http://refontelrdbhd.ge.ch)

